Laval au tournant

Les signes avant-coureurs d'une nouvelle crise s'accumulent à Vichy. Laval, en dépit de gages répétés, ne paraît pas avoir donné pleine satisfaction à ses employeurs. Des héritiers présomptifs, parmi lesquels Doriot brille au premier plan, poussent leurs avantages.

La crise s'est annoncée par une première démission, voici une quinzaine. M. Leroy-Ladurie, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a rendu son tablier. La besogne qu'il assumait, lui est apparue à la longue comme au-dessus de ses forces. Les réquisitions chaque jour accrues de l'occupant, venaient troubler les supputations les mieux établies et remettre incessamment en cause les projets de répartition. Pourvoir à la subsistance des masses, et faire face tout ensemble aux exigences allemandes, c'était là tâche surhumaine, à laquelle le dictateur aux vivres a préféré se dérober, nonobstant son bon vouloir à l'égard de Laval, et de ces messieuas de l'Axe.

L'hiver sera dur, et verra certainement des émeutes sporadiques, dues aux dfficultés d'approvisionnement. L'antagonisme séculaire entre la ville et la campagne, et qu'ont toujours savamment entretenu les profiteurs du régime, est en passe de s'accroître. La possibilité que les événements offrent au paysan de vendre à un cours très supérieur à celui du marché officiel, est largement mise à profit par celui-ci. L'ingérence de l'Etat lui est aujourd'hui odieuse, alors qu'il s'applaudissait hier de son intervention, quand il s'agissait de protéger les prix indigènes contre la concurrence extérieure. Une forte partie de la production étant surtout livrée au marché noir, il y a grand risque que la population des villes soit affamée. Le problème est difficile, et se pose daus toutes les époques de grands bouleversements sociaux. Il n'est pas jusqu'aux gens de l'*Action Française*, qui ne s'émeuvent de cette perspective. Dans un récent numéro de leur journal, on a pu les voir (eux, qui recrutèrent toujours leurs plus chauds partisans dans l'élément rural), mettre les paysans en garde contre les tentations d'un enrichissement rapide, et leur annoncer que la contrepartie fatale de cette politique serait daus la révolte des villes!

Laval se cramponne. Sa crainte est grande que le Führer, déçu de ses services, ne lui préfère Doriot ou Déat. A chaque déclaration publique, il proteste que s'il n'a fait davantage, ce n'est point mauvaise volonté de sa part.

La « relève », malgré une retape spectaculaire, est restée en deça de ce que les estimations les moins optimistes en attendaient. Des procédés de contrainte sont à l'étude pour fournir à Berlin, coûte que coûte, la main-d'œuvre exigée. L'obligation au travail, décrétée il y a quelques semaines, doit permettre de faire un grand pas dans cette voie.

Quoi qu'il fasse, Laval est déjà perdu dans l'esprit de ses protecteurs. L'heure des « ultras » de Paris approche. A.

Parlementarisme

L'autre matin en ouvrant le journal, mes yeux ont été attirés par un titre en gros caractères : « Au Grand Conseil ». A une époque comme la nôtre, il ne se passe rien de transcendant pour préoc cuper le parlement, aussi la séance ne dura t elle qu'une heure et demie, dont à déduire la remise d'un bouquet à un membre qui fêtait ses vingt cinq ans de parlementarisme et les discours d'usage en pareille occasion. Ensuite vote d'un emprunt, affaire d'un ancien juge d'instruction, et l'ordre du jour se trouva épuisé.

Il est vrai que chez nous ce n'est pas comme ailleurs : tout est impeccable, nous avons du travail plein les bras, le chômage est inconnu, du moins à ceux envoyés dans les camps de travail militarisés. Tous les jours on ouvre bien de gros chantiers, mais c'est sur le papier seulement, et nous ne manquons d'ailleurs pas de nouveaux impôts !

Néanmoins, le gros des ouvriers croit encore au régime parlementaire. Lorsque les « leurs » seront là haut, tout changera, aussi le bulletin de vote est il particulièrement en honneur. Pas plus tard que l'autre semaine, à une réunion syndicale, un membre de comité s'écriait : « Maintenant ce n'est plus le moment de rêver, mais d'agir ; nous irons tous voter ! »

Comment ne pas comprendre, surtout après tant d'expériences, qu'un parlement ne peut guère changer grand'chose, et que les travailleurs ne peuvent se sortir du marasme économique que par leurs efforts, lorsqu'ils en auront assez d'être joués ?

Espérons qu'après s'être voué en vain à tous les saints, le bon populo aura un jour le diable au corps et, écartant toutes les oppressions et exploitations, saura établir un régime de libres et d'égaux, seul à même de réaliser l'émancipation intégrale et le bien être de tous. A. B.

Leurs craintes.

La Ligue des contribuables, dans une adresse au Conseil fédéral, qui voudrait, paraît-il, afin de favoriser les Chemins de fer fédéraux, restreindre les transports routiers, fait valoir entre autres arguments « qu'en 1918 c'est grâce aux transports routiers que la Suisse n'a pas succombé à la tentative révolutionnaire ».

M. Bates, dans la *Tribune*, renchérit à son tour sur ce danger. « C'est un fait, dit il, que les fomentateurs de troubles chercheront toujours à paralyser les chemins de fer, auquel cas les transports par route restent la seule ressource du gouvernement légal. Peut-être n'a-t-on pas assez réfléchi à ce dernier point, qui a une importance spéciale dans la période troublée où nous vivons ».

Nos maîtres ne se sentent pas rassurés, malgré le calme parfait existant en Suisse. Nous savons, d'autre part, qu'ils travaillent à l'établissement d'un répertoire des individus « dangereux ». Or, tout cela ne servirait à rien s'il devait vraiment y avoir une vague de fond contre le régime capitaliste.

Prix et salaires.

Rien n'est plus discuté à l'heure actuelle en Suisse que cette question. Empêcher la hausse des salaires ou la ramener à fort peu de chose, sans toutefois empêcher celle des prix, a assez bien réussi jusqu'ici, mais il y a un sourd mécontentement qui pourrait réserver des surprises, aussi chacun est d'avis qu'il faut prendre une décision, mais personne ne sait bien laquelle. Et tant que la passivité populaire dure, tant que les sacrifiés ne seront pas décidés, eux, à faire aboutir leurs revendications, le pataugeage continuera. Il est, d'autre part, à remarquer que s'il est question dans la presse et les discours officiels de sacrifices à consentir par tout le monde, la grande et petite industrie, le grand et petit commerce considèrent l'époque de guerre comme devant leur rapporter davantage que celle de paix. Il règne ainsi une mentalité épouvantable, propre à aggraver les difficultés découlant de la situation. Dans un régime d'appropriation et de profits illimités, comme le régime capitaliste, au moment même où l'entr'aide devrait le mieux fonctionner, on voit par contre les pires spéculations, dont les déshérités font toujours les frais.

Question qui se pose.

Le monde répugnant de l'espionnage ne nous intéresse certes pas particulièrement, mais il est une question que les bons Helvètes

ne peuvent éviter. Nous ignorons l'importance des documents et des secrets livrés par les dits espions à l'Allemagne ou à l'Italie; mais toute la Suisse travaille jour et nuit à l'armement de ces deux pays depuis trois ans. Le Conseil fédéral leur a même ouvert un crédit, qui doit atteindre le milliard, pour payer les dits armements.

Admettons donc que la Suisse puisse être attaquée par l'Axe, comme tous les procès devant les tribunaux militaires en révèlent l'intention. Est-ce que les documents et secrets dus aux espions compteront plus dans la bagarre que tout le formidable armement exécuté par notre peuple entier et payé par lui, en partie du moins, sans trop pouvoir en espérer le remboursement que l'Axe soit vainqueur ou vaincu? Tont cela a été justifié par le maintien de la paix, mais c'est tout de même une façon bien dangereuse de la maintenir. Et malgré que la Suisse fasse tout pour l'Axe et rien pour les Alliés, la presse nazifasciste trouve encore moyen de se plaindre parfois que la neutralité helvétique n'est pas respectée. Ce qui est vrai, mais dans un sens contraire à celui des scribes désaxés.

L'éruption purulente.

Nous empruntons à un organe religieux ces lignes :

> ... la guerre mondiale actuelle n'est que la manifestation extérieure, l'éruption purulente d'un mal antérieur qui rongeait l'humanité et que, faute d'un terme plus approprié, nous nommerons « absence de solidarité ».

Absence de solidarité, certes, mais l'éruption purulente de cinquièmes colonnes en Espagne, en France, en Belgique, en Hollande, ailleurs encore, était considérée avec sympathie par notre presse spiritualiste romande. Or, il est de toute évidence que des Etats totalitaires ne pouvaient viser qu'à la guerre et ils ne le cachaient d'ailleurs pas. Ceux qui en approuvaient plus ou moins ouvertement les principes ne faisaient que reconnaître la prétention de Hitler et Mussolini à régenter le monde et à lui imposer leur *ordre nouveau* par les armes, à moins d'accepter une reddition à merci.

La racine du mal n'a pas résidé dans notre pauvreté spirituelle, mais dans le manque d'aide matérielle aux victimes des agressions les plus bestiales. Tous crurent très habile de proclamer leur neutralité, autrement dit de renoncer à avoir des opinions, des sympathies et des liens, pour s'en tenir au chacun pour soi et Dieu pour personne. Lorsqu'un pays est victime à son tour de ce qu'il a tacitement admis contre autrui, il ne saurait plus au nom de qui et de quoi protester. La neutralité est un principe immoral par définition.

Faits à rappeler

L'héroïque résistance russe, suivie avec intérêt et passion par le monde entier, ne doit pas nous faire oublier quelques amères vérités, surtout si l'on essaie d'en tirer toute une propagande apologétique pour le régime bolcheviste. Nous qui, depuis vingt-cinq ans n'avons jamais varié sur ce sujet, fidèles aux principes qui sont à la base même de l'anarchisme et qui inspirèrent la polémique historique — et parfois prophétique — de Bakounine contre Marx, n'offrirons certes pas le spectacle de ces palinodies par lesquelles les politiciens de tous pays cherchent à expliquer leur volte-face.

Depuis vingt ans les bolchevistes se sont surtout attachés à se créer un potentiel militaire. Nous ne l'avons guère contesté, toutefois sans nous extasier particulièrement, de même que nous ne nous sommes jamais enthousiasmé pour aucun militarisme. La presse stalinienne affirmait que la Russie n'avait aucune visée territoriale et que son armement n'avait qu'un but défensif. Au surplus, elle se plaisait à parler même d'« attaque imminente ». Rappelons aussi que le Premier Mai n'était célébré que par une interminable parade militaire. L'exaltation particulière du travail pour le carnage et la destruction nous paraissait monstrueuse. C'était évoquer le nationalisme haineux à la place de l'internationalisme fraternel. Sous prétexte d'appeler tous les peuples au socialisme, l'ancien programme impérialiste du tsarisme était repris.

Cela devint évident avec le pacte germano russe d'août 1939. Nous eûmes, en effet, les annexions d'une partie de la Pologne, d'une partie de la Finlande, des trois Etats baltes, Lituanie, Lettonie, Estonie, de la Bessarabie roumaine, et, même après l'agression allemande, la Russie s'est annexé une partie de l'Iran, malgré la stipulation formelle d'en respecter l'intégrité territoriale. Sauf cette dernière les autres agressions avaient éte faites avec le consentement de l'Axe.

Il est à relever qu'avant le 22 juin 1941, date de l'attaque allemande à la Russie, les communistes non seulement se désintéressaient de la guerre, mais se réjouissaient des succès allemands, tout en faisant circuler le bruit que « Joseph » aurait le dernjer mot sur tous les belligérants également épuisés, bruit qui servait admirablement la propagande internationale de l'Axe.

D'aucuns, avec une rare niaiserie, trouvent « génial » le pacte germano russe et tout ce qui s'en est suivi, y compris le million

d'hommes au bas mot que Finlande et Roumanie ont fournis à l'Allemagne pour faire la guerre à la Russie. Cette dernière ayant fait une politique agressive n'a certes guère à se plaindre d'avoir été a son tour attaquée. Bien entendu, nous parlons du gouvernement et non du peuple.

Vingt ans de préparation militaire firent que si la Russie a connu de terribles revers et a vu de vastes territoires envahis, ses armées n'ont pu être anéanties. A ce propos faisons remarquer que lorsqu'on nous dit que le peuple russe fait preuve d'une grande bravoure sachant de défendre un régime qui lui est favorable, on oublie que pendant l'autre guerre, malgré la dissolution tsariste déjà fort avancée, il s'est battu deux ans et demi en cédant beaucoup moins de territoire et en enregistrant même des succès, notamment en Arménie. Il ne reste qu'à souhaiter que sa résistance puisse durer autant, même ayant dû abandonner beaucoup plus de contrées. La victoire des Alliés serait dès lors assurée.

En se plaçant uniquement au point de vue militaires — qui ne sera jamais le nôtre — l'Allemagne, en laissant même de côté le Japon, est plus à estimer que la Russie. Ses exploits sont autrement considérables, surtout si l'on tient compte que l'Allemagne a une population inférieure, de moindres richesses, se bat loin de chez elle et se trouvait déjà en guerre depuis presque deux ans.

Les bolchevistes nous avaient toujours parlé d'un monde entier coalisé contre la Russie et dont elle serait victorieuse. Or, même ayant pour elle la majeure partie des populations du globe, elle réussit à grand'peine à « tenir ».

Nous faisons toutes ces constatations, car toute une propagande préconise un régime à la russe pour l'après-guerre, en nous présentant le bolchevisme comme étant supérieur dans tous les domaines. Or, nous sommes bien loin de compte. Même, en comparant la non-résistance française à la résistance acharnée russe, il faut convenir que si le territoire russe n'avait pas été autrement étendu que le français, sans compter l'aide du général Hiver, l'armée stalinienne aurait été aussi défaite. Anglais, Américains et Russes ont tous cette particularité de pouvoir « encaisser » beaucoup de coups sans être vaincus, alors qu'une seule défaite de l'Axe marquerait sa perte.

Ce que les bourgeois disent n'avoir pas assez reconnu, c'est l'industrialisation, et la création de grandes villes que celle-ci comporte, sous le régime stalinien. Nous ne l'avons jamais contesté,

tout en soulignant que cela avait été fait avec un grand gaspillage de matériaux et aussi de matériel humain, à l'instar de ce qui s'était passé dans les pays capitalistes et même pis. Etats-Unis et Japon n'ont-ils pas aussi fondé de grandes villes et créé une puissante industrie ? Nous n'en avons certes pas été éblouis et avons dénoncés l'exploitation et les cruautés qui en avaient résulté. Pourquoi n'en aurions-nous pas fait de même à l'égard de la Russie ?

Staline s'est trouvé malgré lui engagé dans la lutte contre l'Axe ; il a substitué à l'absolutisme tsariste le sien et vouloir en faire un champion de la démocratie serait un comble. N importe que les Russes, luttant aujourd'hui contre un envahisseur, ne peuvent qu'avoir toute la sympathie de tous lee hommes épris de liberté, à l'égal de toutes les populations victimes d'agressions. Ce contre lequel nous nous insurgeons est de vouloir presque faire une gloire à Staline de la catastrophe immense qui s'est abattue sur la Russie, avec le carnage le plus atroce et la dévastation la plus effrayante que l'histoire ait jamais vus.

L'Etat russe et son capitalisme ne sont certes pas à imiter, même s'ils paraissent bien adaptés à la guerre, puisque l humanité aspire par contre à la paix. De grands pouvoirs viseront toujours à s'agrandir davantage, au mépris de tous les droits individuels et collectifs. Il est déjà question d'une hégémonie eurafricaine et d'une autre asiatique. Si jamais leur réalisation devait se faire, nous aurions à craindre ensuite une guerre pour l'empire universel. Au rêve pharaonique de disposer de la vie et de la mort de centaines de millions d'hommes, opposons nos aspirations à l'autonomie, à la liberté, à l'indépendance, au bien-être, à l'émancipation intégrale de tous et de chacun.

L. B.

Dans l'avenir, l'homme prendra de plus en plus l'horreur des abris construits d'avance et des cages bien closes. Si quelqu'un de nous éprouve le besoin d'un nid où poser son espérance, il le construira lui-même brin par brin, dans la liberté de l'air, le quittant quand il en est las, pour le refaire à chaque printemps, à chaque renouveau de sa pensée.

M. GUYAU (1854-1888).

* * *

La perfection économique est dans l'indépendance absolue des travailleurs, de même que la perfection politique est dans l'indépendance absolue des citoyens.

P.-J. PROUDHON (1809-1865).

Les deux tentations

Nous trouvons cités en plusieurs journaux un passage extrait d'un livre de Jacques Maritain, écrivain catholique, qui dénonce ces deux tentations :

> La tentation qui vient des anciennes conceptions socialistes est celle d'accorder la primauté à la technique économique, et du même coup de tendre à tout remettre à l'autorité de l'Etat, administrateur du bien-être de tous, et à sa machinerie scientifique et bureaucratique : ce qui va de soi, quoi qu'on veuille, dans le sens d'un totalitarisme à base technocratique. Ce n'est pas cette sorte de rationalisme de l'organisation mathématique, c'est une sagesse pratique et expérimentale attentive aux fins et moyens humains qui devrait inspirer l'œuvre de reconstruction.
>
> La tentation qui vient des anciennes conceptions autrefois en faveur dans certains cercles chrétiens est la tentation de paternalisme, qui tend à faire dépendre l'amélioration du sort de la classe ouvrière des initiatives du patronat, et de son autorité de père de famille conscient de ses devoirs envers ses enfants. Une telle conception tend à traiter l'ouvrier comme un mineur, et s'oppose de la façon la plus radicale à cette conscience de la dignité sociale et des droits de la personne ouvrière sur laquelle nous avons tant insisté...

Nos lecteurs reconnaîtront en ces deux « tentations » les deux dangers que nous n'avons cessé de relever dans notre polémique contre l'étatisme socialiste et le corporatisme clérical. Il nous paraît peu probable que socialistes et corporatistes voudront renoncer à leur « tentation », car toutes les fractions de la social-démocratie n'ont jamais visé au fond qu'au capitalisme d'Etat, et, d'autre part, le cléricalisme s'est toujours proposé d'humilier et non de relever la « personne ouvrière ». Il nous plaît de constater que les dangers signalés par nous n'étaient donc pas imaginaires, puisqu'ils sont reconnus à un point de vue bien différent du nôtre.

Lorsque presque tout le monde a la tendance à invoquer surtout les autorités et les lois, leurs mesures et décisions, continuons à vouloir que tout soit libre : ententes, associations, initiatives en treprises, travaux, coopérations, mutualités, administrations, etc. Tout à la société et par la société ; rien à l'Etat et par l'Etat.

La gloire militaire est ennemie de la liberté. *Esquiros.*

In tema di violenza

Non è gran cosa il potersi dire: Avevamo ragione! — se non si è riusciti ad impedire che quei che avevan torto ci conducessero alla catastrofe. I socialisti furon sempre preoccupati del terra a terra, del poco a poco, dei risultati tangibili, ed insomma qualche risultato l'hanno pur ottenuto, dovuto anche al fatto che il progresso scientifico e tecnico non poteva in ultima analisi non giovare pure ai diseredati, sebbene in proporzione minore assai di quanto sarebbe giusto e possibile. Le istituzioni popolari di partiti e sindacati, soprattutto in quanto non avevan nulla di statale ed erano dovute ad iniziative, azioni o realizzazioni dirette, rivelavano nel proletariato una capacità di far da sè, base indispensabile alla sua emancipazione.

Malatesta aveva già notato che in paesi a maggioranza socialista, se gli elettori lo volessero, potrebbero compiere assai più di quel che aspettano dal governo. Ogni richiesta d intervento statale è una confessione d'incapacità sociale. E gli elettori che delegano ad altri il potere di fare sono per definizione degli inetti, e come tali vengono pure considerati anzitutto dai loro stessi eletti, ad onta di tutte le adulazioni fatte prima per carpirne il mandato.

Ma, per tornare all'argomento che intendiamo trattare, a nulla giovano tutte le istituzioni e realizzazioni pratiche, se non si provvede nello stesso tempo alla forza materiale per difenderle. Era un po' ridicolo da una parte di minacciare tutta la proprietà borghese, e dall'altra di credere che la borghesia avesse da considerare come sacra la proprietà socialista. Ancor più ridicolo l'immaginare che la questione di forza non verrebbe mai a porsi, ed il non aver provvisto alla prima minaccia di violenza alla resistenza, difesa e contrattacco. Senza di ciò tutto il « pratico » risultava inconsistente nella realtà. Una conquista non è tale se non si è in grado di difenderla e mantenerla.

Non si è dei violenti, perchè constatata l'esistenza della violenza al mondo, non ci si vuol contentare di negarla teoricamente, ma le si vuol resistere praticamente. Marx che accusava gli anarchici di rovesciare i termini del divenire sociale, cosa direbbe di tutti i suoi discepoli, o pretesi tali,

ripudianti la violenza prima d'averla vinta e sradicata, per cadere così in balìa della violenza stessa, e favorirne e prolungarne il regno? Gli «utopisti» anarchici non insistevano tanto sul problema della violenza, se non perchè vedevano l'impossibilità, prima d'averlo liquidato, di risolverne qualsiasi altro.

Nulla di più irritante di sentir parlare di « pace sociale », mentre sussistono tutte le cause di guerra sociale e per colmo anche mondiale. I lavoratori, a meno di considerare come definitiva la loro situazione d'inferiorità, il che sarebbe un vero suicidio di classe, debbono in più d'una forza tecnica, professionale, morale, averne una materiale, per difendere contro ogni ricorso o ritorno reazionario i risultati della sua graduale ascensione. Venimmo accusati di sognare colpi di bacchetta magica, mentre la nostra propaganda mirava a garantire anche quel tanto di riforme ch'erano realizzate, facendone delle conquiste e non delle concessioni date e ritirate a piacimento. In mancanza di mentalità, preparazione e pratica rivoluzionarie, i popoli non evitano, ma s'espongono alle peggiori violenze.

Non si risolve nessun problema in virtù d'una semplice negazione, a meno d'un'unanimità, inconcepibile insomma sulle basi politiche ed economiche attuali con tutte le divisioni, opposizioni e competizioni che ne risultano. Non basta neppure a risolverlo d'essere la maggioranza, se maggioranza inerme contro minoranza armata. E' vera utopia e nulla più, nelle condizioni attuali, l'evoluzione pacifica, che va considerata come il fine da raggiungere, non come una realtà già esistente, a cui inspirarsi e conformarsi fin d'ora, mentre non si conta che in quanto si sa lottare.

Ricordiamo che scoppiata la guerra od un movimento di reazione, se ne è più o meno vittime. Appena se ne discerna la minaccia, guai a non essere in grado d'intervenire prontamente a fatti non a parole! Il rischio da correre con tale intervento, sarà sempre di gran lunga minore ai rischi risultanti dal rimanere passivi, dal lasciar fare. Milioni di cadaveri l'hanno provato in questi ultimi anni, senza contare i mali e le sofferenze universali. Dirsi e voler essere rivoluzionari è il solo modo di contenere, di limitare la violenza, di non lasciarla liberamente infierire.

Per due condannati a morte

Un tribunale militare svizzero ha pronunciato due condanne a morte. Noi non abbiamo nessuna simpatia per il canagliume dello spionaggio militare; ma tale notizia ci ha turbati, tanto più che la Svizzera non è in istato di guerra guerreggiata. Già il leggere che non dei forcaioli clerico-fascisti, ma un socialista e un radicale « avanzato » avevano insistito al Consiglio Nazionale, perchè venisse applicata la pena capitale, aveva prodotto in noi un senso penoso, perchè il terrorismo è sempre dettato dalla paura, cattiva consigliera. La minaccia che pesa sul popolo svizzero si è fatta gravissima dall'avvento del fascismo e del nazismo. Prima le mire germaniche sulla Marca elvetica e quelle italiane sul Ticino e i Grigioni erano il fatto di qualche esaltato all'infuori delle sfere ufficiali, ma poi son queste stesse sfere, come risultò da tutte le inchieste, che spinsero a creare dei Fronti di quinta colonna e organizzarono tutta una rete di spionaggio. Le autorità federali soffocarono dapprima le indagini, non processarono agenti e spie, contentandosi d'espulsioni. Questi espulsi venivano facilmente sostituiti, data anche la certezza di non correre gran rischio. Lo spionaggio e l'arruolamento della quinta colonna progredivano così indisturbati.

Venuta la guerra fu giuocoforza correre ai ripari, e si ebbero dissoluzioni, processi e condanne, non senza però che i principali colpevoli, anche dopo presi, potessero riparare all'estero. I rimasti non incorrevano che lievi condanne. La molteplicità dei processi finì però col rivelare la gravità del male ed allarmare l'opinione pubblica. Il Consiglio federale aggravò le pene militari, e non perse l'occasione per aggravare anche le altre per propaganda comunista e anarchica. Lasciamo però andare.

Qui vorremmo fare un rilievo. Notoriamente agenti e spie sono al servizio della Germania e in minori casi dell'Italia. Ora, tutta la Svizzera lavora a pieno rendimento per l'armamento dell'una e dell'altra, e il Consiglio federale è tanto cortese dal farne lui il pagamento, aspettando un rimborso più che incerto. Cosicchè la Svizzera fornisce armi e denari in quantità a Stati che cospirano contro di lei, come ne ha abbondanti prove. E allora la questione si pone: I documenti trafugati per conto degli Stati maggiori dell'Asse hanno un'importanza più grande delle armi fornite a credito da anni da tutta l'industria

svizzera? Dove sta il maggiore tradimento? Chi ha più nuociuto alla difesa eventuale del paese di quei che avrebbero lavorato giorno e notte a diecine di migliaia ad agguerrire il nemico o delle sue spie ed agenti?

La risposta pare a noi che non potrebbe essere dubbia. Anche se vi si vuol vedere una dolorosa contraddizione inevitabile, essa va sottolineata. La neutralità vorrebbe che ci astenessimo dall'armare i belligeranti e soprattutto solo quei dell'Asse. Invero i fatti smentiscono tutte le affermazioni dei governanti elvetici. Noi non intendiamo affatto d'assumere la difesa d'agenti e spie nazifasciste, e insomma parrebbe quasi ipocrisia deplorare due fucilazioni, quando ogni giorno se ne hanno migliaia fra l'indifferenza generale. Abbiamo voluto illustrare una volta di più la tesi anarchica, così bene esposta dal Proudhon, che non c'è delinquente, il quale non possa ricusare e confondere i suoi accusatori e giudici.

La redenzione e le sterminazioni continue attribuite a Geova nella Bibbia ne fanno un Dio ingiusto e barbaro.

Quale bizzarra idea della giustizia divina possono dunque avere i cristiani ai quali si dice di credere che il loro Dio, in vista di riconciliarsi col genere umano colpevole, a sua insaputa, delle colpe dei suoi padri, ha fatto morire il suo proprio figlio innocente ed incapace di peccare? Cosa diremmo d'un re, i cui sudditi si sarebbero ribellati, e che, per calmare se stesso, non troverebbe altro espediente che di far morire l'erede al trono, che non avrebbe partecipato affatto alla rivolta generale? E' per bontà, dirà il cristiano, per i suoi sudditi, incapaci di soddisfare da soli la sua giustizia divina, che Dio ha consentito alla morte crudele di suo figlio. Ma la bontà d'un padre per estranei non gli dà diritto d'essere ingiusto e barbaro per il figlio. Tutte le qualità che la teologia attribuisce al suo Dio, ad ogni istante si distruggono tra di loro: sempre l'esercizio d'una delle sue perfezioni è a scapito dell'esercizio d'un'altra.

Ha l'ebreo idee più ragionevoli del cristiano sulla giustizia divina? Un re col suo orgoglio accende la collera celeste; Geova fa scendere la peste sul suo popolo innocente; settanta mila sudditi sono sterminati per espiare la colpa d'un monarca che la bontà di Dio ha risolto di risparmiare!

Jean MESLIER, curé (1678-1733).

Comunanze servili.

Si fa un gran discorrere di comunanze nazionali e Hitler rivendica il primato per quella tedesca. In quanto a noi ci dichiariamo avversi ad ogni comunanza che non si costituisce spontaneamente e liberamente. Ogni altra, infatti, non può corrispondere che a un arruolamento militare per un lavoro forzato. Guai a non sapere salvaguardare anzitutto la propria libertà personale! Col pretesto di combattere la disoccupazione, si ritorna alla servitù della gleba e della macchina! È in un regime d'indipendenza personale non diminuita ma cresciuta, che i lavoratori debbono assicurarsi il diritto al lavoro. Sapevamo benissimo che schiavi e servi non erano mai disoccupati, ma tanto non basta a farci invidiare la loro sorte. Non intendiamo perdere nessuno dei diritti avuti con la Rivoluzione francese; ma svilupparli e integrarli come la logica esige. Oltre il servizio militare, non vogliamo un servizio del lavoro agli ordini dello Stato!

Fame e freddo.

In tutti i paesi si è seriamente preoccupati per il veniente inverno. Si prevede che il freddo e la fame infieriranno, mancando di viveri e combustibili sufficienti per combatterli. Si augura un inverno fra i meno rigorosi, ma gli auguri e anche le preghiere all'Altissimo non hanno mai servito a gran cosa. Già si parla di nuove restrizioni per dei mal nutriti e degli straccioni, le cui forze di resistenza sono ormai quasi nulle. L'ordine nuovo reca la disperazione dovunque s' impianta, e non si dimentichi che furono sempre mostruosi sogni di potere a ridurre l'umanità alle peggiori estremità. Viva dunque l'assenza d'ogni potere, l'anarchia!

Servire e servirsi.

Di quando in quando muore un gran personaggio, di cui si esalta la memoria dicendo che *ha ben servito* il paese; ma per poco si vada a fondo delle cose, risulta chiaro che soprattutto *si è ben servito* di tutto e di tutti. É il caso di ripetere l'ironico proverbio francese che carità ben ordinata comincia da sè. Gli stessi annunci funebri stanno a provare come il defunto si servisse da ogni parte. Sta bene che « oltre tomba non vive ira nemica », ma non si dovrebbe troppo insistere su certi tasti in omaggio a una verità del resto nota a tutti.

Palinodie universali

A proposito della Russia si hanno oggi numerose e sfacciate palinodie di scrittori, governanti, diplomatici, politicanti, gazzettieri, ecc., di quanti cercano d'influire sull'opinione pubblica. L'enumerazione soltanto delle principali e più brutali contraddizioni esigerebbe un grosso volume, a confusione di tutti i dirigenti. Senza volercene fare un merito, noi siamo fra i rarissimi che da venticinque anni, resistendo ad ogni imbottimento di cranio da qualunque parte venisse, abbiamo giudicato invariabilmente il nuovo assolutismo russo per quel che era e non poteva non essere, conformemente anche alle predizioni di Bakunin, un regime marxista. Il merito nostro sta nel resistere oggi come ieri a quei che si lasciano entusiasmare da una militarizzazione russa che, comunque volgano gli eventi, non avrà salvata la Russia dalla più immensa delle devastazioni e dalla maggiore carneficina di tutti i tempi.

Dopo il patto germano-russo, tanto vantato dalla stampa italotedesca, che ne sottolineava la coerenza, perchè conchiuso fra due regimi egualmente totalitari e antidemocratici, con l'assentimento ed il plauso d'un terzo pure dittatoriale, ecco che ora, da una parte s'invoca la crociata del mondo intero contro il bolscevismo, e dall'altra, Mosca fa le più grottesche dichiarazioni d'adesione ai principî di libertà, di democrazia e di solidarietà con le plutocrazie anglo-americane. Naturalmente tutto il pecorume nazifascista e staliniano si è subito adattato alla nuova svolta. Senza cambiare i maestri di cappella, la musica degli uni e degli altri è quanto si può immaginare di più novella. Il bestiame umano è chiamato purtroppo non a cantare, ma a battersi e perire nell'inferno della guerra.

Sotto tutti i regimi, i russi si sono sempre tenacemente difesi, con minori perdite e distruzioni delle attuali. Ma questa volta la sua resistenza veniva paragonata alla resa dell'esercito francese, forte ancora di due milioni d'uomini e d'un grande armamento, che uno stato maggiore di traditori aveva premeditata, per conquistare alla reazione clerico-fascista un potere che non era riuscita ad ottenere nè legalmente, nè con moti e attentati. Così parve straordinaria la tenacia russa nel difendersi, ma se paragonata a quella anglo-franco-americana dell'altra guerra e anche all'altra russa dall'agosto 1914 al febbraio 1917, perde

quel carattere miracoloso, che taluni par quasi le vogliono attribuire, mentre insomma l'immensità soprattutto del territorio prolunga la gigantesca battaglia. Che se poi ci si ponesso al solo punto di vista militare — e ce ne guarderemo bene — all'intrepidità degli aggrediti ne corrisponde una non minore degli aggressori.

Ben inteso, noi, giudicando sempre da un punto di vista morale superiore, siamo sempre contro tutti i conquistatori. E' così che fummo per i finlandesi contro i russi ed ora siamo per i russi contro i tedeschi, senza simpatia alcuna per i governanti, tutti più o meno responsabili di tanto sacrificio umano. Che da tutti si auguri che la più formidabile potenza militare, minaccia permanente alla pace e all'indipendenza di tutti i popoli, venga spezzata, è troppo naturale e giusto. Però i già colpiti e quanti sono minacciati d'esserlo, che seguono con passione le peripezie della guerra, non hanno da vedere nel trionfo militare degli Alleati la soluzione di nessun problema sociale, ma semplicemente la disfatta del peggiore nemico.

Stalin s'era perfettamente disinteressato dell'Europa, salvo dei territorî che intendeva annettersi. Era certo che Hitler non lascerebbe crescere un altro imperialismo in grado di attaccare e sopraffare il suo. Non intendeva commettere l'imbecillità di Mussolini che, mentre andava cianciando d'impero, aiutava Hitler a crearsene uno proprio, a cui l'eventuale impero romano andrebbe soggetto per una grande inferiorità di popolazioni, di ricchezze, d'industrie, di forze e di capacità. Già ora, il Benito non fa che piagnucolare perchè non gli si lasciano attuare le sue rivendicazioni, mentre Adolfo ha già tanto preso!

Crispi disse un giorno che l'Italia nella Triplice faceva la parte di gendarme della Santa Alleanza Quanto é più vero oggi per quel che concerne l'Asse! L'Italia fa letteralmente da gendarme in Grecia, Dalmazia, Croazia, Serbia, Montenegro, Slovenia, Albania, ecc. Così si fa odiare da tutti qnesti popoli in contínua rivolta, lasciando che la Germania invece requisisca nei Balcani uomini, viveri, carburanti e il resto. Mussolini fa proprio la figura del *fiœu de la serva*, come dicono i bnoni milanesi. E' più che mai il caso di ripetere il dantesco:

Ahi serva Italia, di dolore ostello,
Nave senza nocchiero in gran tempesta,
Non donna di province, ma bordello!

Somme ricevute = Sommes reçues

Ge: Gam. 5. Bia 5, Domingo 2, Willy 3. M. B. in memoria di Giuseppe Spotti 15 Guillaume 2, vente 1.90 — Wi: M. 3, B. 3, vendita 4.

Totale entrate al 5 ottobre	Fr.	43 90
Deficit al 21 settembre	Fr.	1634 85
Quarantanovesimo opuscolo		200 —
Spese postali e varie		35 —
Totale uscite al 5 ottobre	Fr.	1869 85
Deficit	Fr.	1825 95

A CHE PUNTO SIAMO.

La guerra lampo è entrata nel suo quarto anno e prosegue sempre più lentamente. A vero dire non prosegue affatto, i successi dell'Asse risolvendosi in altrettante vittorie di Pirro, e così avverrà finchè si troverà ad avere contro sè delle forze armate. Non già che non abbia conquistato un vasto « spazio vitale », ma si è rivelato anzitutto terribilmente mortale. Il Führer dice che si prepara ad organizzare e sfruttare le sue conquiste, ma le difficoltà non saranno poche e bisognerà seminare prima di raccogliere, col pericolo costante dei flussi e riflussi della guerra. Il popolo tedesco, salvo quando è in servizio comandato, non s'entusiasma affatto di bollettini di vittoria e rimpiange il tempo in cui bastava alla Germania il minacciare per conquistare. Attentati o moti non ne avvengono ancora in Italia e in Germania, ma il malcontento, le disillusioni, le privazioni, i sacrifici lavorano a creare uno stato di fatica, che rende impossibile a lungo la resistenza. Come non porsi per finire l'esame del perso e del guadagnato nelle realtà della vita quotidiana e non provare il senso d'una cruenta bancarotta ? Tutti i sogni di potere sono sogni di delinquenti, che con la guerra finiscono col commettere su grande scala tutti i delitti previsti dai codici penali e qualcuno in più. Grande statista, grande guerriero restano sinonimi di grandi assassini.

La storia sembra confermare costantemente l'esperienza che il sentimento di classe non si sviluppa che sotto l'influenza d'un avvenimento drammatico, che ponga in rilievo le antitesi sociali e con l'efficacia dell'emozione estetica le incida nelle coscienze. Il martirio e la persecuzione danno un'evidenza plastica al sentimento più o meno oscuro delle distinzioni di classe e aprono la via ad un'azione collettiva consapevolmente fondata su questo sentimento. Ove manchi l'esperienza di questa tangibile distinzione, che può condurre sino all'iniquità e sostituisce ai criteri etici, nella valutazione dei fatti della vita sociale, le necessità della guerra combattuta, la nozione teorica delle opposizioni di classe sarà sempre languida, incerta, incapace di condurre sino all'atto di volontà. Ora il socialismo non è teorema che si dimostri con i mezzi della ragione ragionante, ma fatto dell'uomo che si attua attraverso i canali soliti dell'azione umana: l'emozione che diventa coscienza e si trasforma in conato. Quando dunque l'emozione fondamentale che sta alla base di tutta la politica di classe è fiacca e scolorita, o l'azione non segue o segue incerta e senza efficacia. Perciò un grande avvenimento storico come le persecuzioni contro i cristiani o l'ecatombe che accompagnò la caduta della Comune sono fattori di accelerazione storica, che niente potrebbe sostituire. In quei paesi, come l'Inghilterra, l'Italia o la Svizzera, in cui il senso delle opposizioni sociali non ha posto capo, per uno dei tanti incidenti spontanei della storia, ad una grande crisi, il socialismo, anzi tutta la vita politica, prosegue lenta, povera, anemica e piena di ritorni su se stessa.

La Comune di Parigi, p. 359. Arturo LABRIOLA.

Le droit d'asile

Il diritto d'asilo